

Discours du Docteur Denis Mukwege lors de la cérémonie de remise du Prix de la  
Fondation Chirac pour la prévention des conflits – Paris, 21 Novembre 2013

---

Monsieur le Président de la République François Hollande,  
Monsieur le Président Jacques Chirac,  
Excellences,  
Madame la Directrice Générale de l'UNESCO,  
Mesdames et Messieurs les membres du Jury,  
Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, en vos titres et qualités respectifs,

Je voudrais au nom des femmes victimes de violences sexuelles à l'Est du Congo vous remercier du fond du coeur d'être présents.

Il y a des évènements dans la vie qui invitent chacun à transcender ses opinions politiques ou philosophiques ; il est rare de réunir deux Présidents et nous sommes très honorés par cette adhésion commune autour du drame des violences subies par les femmes congolaises.

Nous remercions les membres du Comité de sélection du Prix de la Fondation Chirac qui ont voulu récompenser la cause que nous défendons depuis bientôt 15 ans.

Recevoir ce prix en France a une double résonance en moi :

D'abord il s'agit d'un événement personnel car il me rappelle au bon souvenir de mes études passées à Angers il y a une trentaine d'année.

Enfin, c'est un évènement pour tous les défenseurs des droits de l'Homme, car la France est le pays des droits de l'Homme, pays de la fraternité et de l'égalité, et un pays avec une voix écoutée à travers le monde.

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

L'hôpital de Panzi a été créé en 1999 pour venir en aide aux femmes enceintes, contribuer à améliorer la santé reproductrice en luttant contre la mortalité maternelle et infantile.

Malheureusement, nos premières patientes furent des femmes et des jeunes filles victimes de violences sexuelles commises avec extrême violence dans le contexte de conflit armé.

Nous avons été contraint de traiter les conséquences de la violence et avons soigné des femmes sur le plan physique et psychologique, et nous les avons encouragées à réintégrer leur communauté pour devenir des actrices du changement social.

Certaines femmes et jeunes filles que nous avons accompagnées sont revenues à l'hôpital, après avoir été à nouveau victimes. Nous avons donné la vie à des enfants nés du viol qui à leur tour ont été violés.

Ces atrocités de masse commises sur le corps de notre ressource la plus précieuse, la femme, ne pouvaient plus rester sous silence.

Le traitement au bloc opératoire ayant montré ses limites, nous n'avons pas eu d'autres choix que d'informer l'opinion publique internationale et les décideurs sur cette triste réalité qui fait honte à notre humanité commune.

Depuis lors, nous dénonçons l'inacceptable pour briser l'indifférence, contribuer à traiter les causes de la violence et avancer sur le chemin de la paix.

La prévention des conflits vise à empêcher le déclenchement d'une crise ou la récurrence d'un conflit. Nous devons traiter les causes profondes de la violence, qu'elles soient d'ordre sociale, économique ou politique.

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

En République démocratique du Congo, les accords de paix précédents portaient tous en eux les germes de nouveaux conflits en privilégiant des solutions politiques à court terme sur des perspectives durables.

La justice a été sacrifiée sur l'autel de la paix. Des promotions ont été accordées à ceux qui doivent répondre de leurs actes devant la justice, nationale ou internationale.

Aujourd'hui, les Congolaises et les Congolais n'ont ni la paix ni la justice.

La culture de l'impunité a sérieusement miné les efforts visant à instaurer un Etat de droit et la confiance de la population congolaise dans ses institutions, entraînant une érosion de la moralité publique et des cycles de violences et de représailles qui ont conduit à des violations graves du droit international humanitaire et des droits humains.

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

Nous plaçons aujourd'hui tous nos espoirs dans la mise en œuvre effective de l'« Accord-Cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en République Démocratique du Congo et dans la région » signé par onze Etats et quatre organisations intergouvernementales le 24 février 2013 à Addis Abeba.

Ce « cadre de l'espoir » est la première initiative de paix visant à résoudre les causes de la violence et des conflits récurrents en RD Congo.

Nous profitons de cette occasion pour saluer les efforts du gouvernement et de la diplomatie française pour son rôle déterminant dans l'adoption de la résolution 2098 du Conseil de Sécurité des Nations unies, qui donne un mandat renforcé à la MONUSCO pour neutraliser les groupes armés et protéger les civils.

La dernière victoire militaire des forces armées de la république démocratique du Congo soutenues par la Mission des Nations Unies au Congo contre les rebelles du M23 est un premier fruit de cette résolution.

Rappelons aujourd'hui que ce renforcement du mandat de la Mission des Nations Unies en RD Congo faisait écho à l'exhortation que le Président Chirac avait exprimé il y a moins d'un an dans une tribune du Journal « Le Monde », où j'avais eu l'honneur d'apposer ma signature avec d'autres personnalités.

Cette nouvelle opportunité à saisir, cette « dernière chance » doit aujourd'hui se traduire dans le quotidien des Congolaises et des Congolais, qui continuent de vivre dans la peur à l'Est du pays.

La société civile doit s'approprier le processus de paix, et les associations de femmes doivent participer à tous les mécanismes de dialogue et réconciliation, de sortie de crise et de consolidation de la société et de la paix.

Le monde diplomatique doit utiliser tous les leviers possibles pour que les Etats signataires respectent leurs engagements et fixer des lignes rouges : ceux qui recrutent des enfants soldats et utilisent le viol comme stratégie de guerre doivent être poursuivis et jugés.

Pour instaurer la paix, il faut avant tout restaurer l'autorité de l'Etat et réformer l'armée, la police et la justice avec une réelle volonté politique et l'appui de la communauté internationale.

La lutte contre l'impunité des crimes les plus graves, y compris les crimes de violence sexuelle, est une priorité et doit être placée au cœur du processus de paix.

L'absence de justice suscite un esprit de vengeance, cristallise les rancœurs, et provoque malheureusement de nombreux cas de justice populaire.

Il n'y aura pas de paix ni de développement durable sans justice ; sans réparation pour les survivantes et les victimes ; sans mécanisme d'établissement de la vérité.

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

La prévention des conflits passe également par une gouvernance économique transparente. Aujourd'hui, l'exploitation militarisée du coltan et de la cassitérite utilisés dans la fabrication de nos gadgets électroniques du quotidien est à l'origine du drame que connaît la femme congolaise.

Les solutions existent. Le statu quo n'est pas une option. Il n'y a pas de fatalité. Il y a de l'espoir.

Les femmes survivantes des plus graves crimes retrouvent parfois le sourire après avoir reçu une prise en charge holistique.

C'est dans ce cadre que nous remercions sincèrement la coopération française qui est en train de construire un nouveau centre de santé pour répliquer le modèle de Panzi à Minova, en zone rurale, dans la Province du Sud Kivu.

Cet engagement avait été pris en juillet dernier, le jour où j'ai eu le privilège d'être élevé au rang d'Officier de la Légion d'honneur par le gouvernement français.

Merci du fond du cœur pour votre solidarité et votre appui.

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

Permettez-nous de saluer ici tout particulièrement Madame Trierweiler. De Paris à New York en passant par Genève et Bukavu, vous êtes la meilleure ambassadrice des femmes de l'Est du Congo.

Nous exprimons également nos sincères félicitations à Madame Bineta Diop et à « Femmes Africa Solidarités ». Madame, c'est avec des femmes comme vous que nous construisons un monde meilleur.

Nous transmettons notre sincère gratitude à celles et ceux qui sont présents ici et qui sont prêts à aider et à s'engager pour apporter le changement positif qui permettra aux femmes congolaises d'envisager un meilleur futur pour leurs enfants.

Je dédie aujourd'hui ce Prix aux femmes survivantes de violences sexuelles. Leur dignité, leur courage et leur détermination sont notre principale source d'inspiration.

Ensemble, nous pouvons mettre fin à la violence. Et agir pour la justice et la paix.

Je vous remercie.

Denis Mukwege  
Paris, 21 novembre 2013